

Construire une Europe politique

di Jürgen Habermas

Une identité commune et ouverte sur le monde est possible, sous certaines conditions, explique le philosophe allemand lors de son discours de réception du prix du Land de Rhénanie.

J'ai toujours été fier de ma patrie rhénane et de ce qui la caractérise : la civilité de sa tournure d'esprit, sa capacité à maintenir une certaine distance rhénano-prussienne à l'égard de Berlin, et son ouverture à l'Ouest et à l'influence libérale de la France républicaine. C'est d'ici que la République fédérale a atteint son objectif de souveraineté - ce qui n'a été possible qu'en relation étroite avec l'unification politique de l'Europe, de même que c'est essentiellement grâce au cadre européen que nous avons retrouvé notre unité nationale. Aussi est-ce le génie des lieux lui-même qui nous invite à réfléchir à ce **constat irritant : la dynamique européenne est, en dépit de ses bienfaits, aujourd'hui en train de s'épuiser.**

Le repli sur l'Etat national favorise dans de nombreux pays l'introversion : le thème européen n'a plus bonne presse, et on préfère se concentrer sur l'ordre du jour national. Dans la compétition mondialisée, la certitude de saines racines nationales doit rendre " capable d'avenir " une population amollie par les effets de l'Etat-providence. Voilà bien une rhétorique qui s'accorde avec l'état actuel d'une politique mondiale qui joue du darwinisme social pour s'affranchir de toute obligation.

On nous oppose, à nous, euro-alarmistes, qu'un approfondissement des institutions européennes ne serait ni nécessaire ni possible. **L'impulsion vers l'unité européenne se serait à bonne raison épuisée dès lors qu'ont été atteints les objectifs, d'une part, de paix entre les peuples européens et, d'autre part, de mise en place d'un marché commun.** En outre, la **persistance des rivalités nationales** révélerait l'impossibilité d'une communauté politique allant au-delà des frontières nationales. Je tiens ces deux objections pour fausses. **Permettez-moi de pointer les problèmes qui demeureront sans solution tant que nous en resterons à mi-chemin d'une Europe démocratiquement constituée et dotée d'une capacité d'action politique.**

Le premier, connu depuis longtemps, est une conséquence de cette coupe à moitié pleine: **les Etats membres de l'Union européenne ont, à mesure que se construisait l'Europe, perdu en substance démocratique.** Les décisions politiques qui reviennent à Bruxelles et n'entrent dans les différents droits nationaux que " transposées " sont sans cesse plus nombreuses et toujours plus importantes. **L'ensemble du processus a le pas sur les sphères publiques et politiques des Etats membres, tandis que les citoyens européens n'ont plus qu'à donner de la voix - puisqu'il n'existe pas de sphère publique européenne.** Ce déficit démocratique s'explique par l'absence d'une constitution politique interne à l'Europe.

Le problème suivant réside dans l'**incapacité des Européens à présenter vers l'extérieur un front uni**. Une fois que l'administration américaine a fait jouer son autorité morale, l'Union européenne suscite des attentes de la part de la communauté internationale, lesquelles ne peuvent être satisfaites sans une politique extérieure commune.

Le troisième problème, le **délitement progressif des standards sociaux respectueux de la dignité humaine**, les gouvernements nationaux ne peuvent plus le résoudre en solitaire. Or, **contre cela, on ne peut pas grand-chose de l'intérieur du cadre national**, car c'est mondialement que la relation entre politique et marché est entrée en déséquilibre. Seule une Union européenne dotée d'une capacité d'action politique extérieure serait à même d'influer sur le cours de la politique économique mondiale.

Il est enfin un quatrième problème qui nous presse plus que jamais, c'est le **tour fondamentaliste que prend désormais le pluralisme culturel à l'intérieur de nos sociétés**. A première vue, le problème de l'intégration n'a rien à voir avec l'avenir de l'Union européenne, car c'est une question qu'il revient à chaque société nationale de traiter comme elle l'entend. Il se pourrait bien cependant que nous ayons là la clé qui permettrait de surmonter une difficulté d'un tout autre ordre.

L'objection des eurosceptiques consiste à dire qu'il ne pourra jamais y avoir d'Etats-Unis d'Europe parce que le soubassement d'un peuple européen manque à une telle construction. En vérité, **l'enjeu est ici de savoir si une extension transnationale de la solidarité civique est possible à l'échelle de l'Europe dans son ensemble**.

Or une identité européenne commune n'a quelque chance de voir le jour que si, à l'intérieur de chaque Etat en particulier, le tissu de la culture nationale sait s'ouvrir dans sa densité à l'intégration des citoyens ayant une autre origine ethnique ou religieuse. L'intégration n'est pas une voie à sens unique ; lorsqu'elle marche, c'est qu'elle fait vibrer les cultures nationales fortes de telle sorte qu'elles deviennent poreuses, réceptives, sensibles dans les deux sens en même temps : vers l'intérieur et vers l'extérieur. Lorsque des cultures fermées sur elles-mêmes s'ouvrent de l'intérieur, elles s'ouvrent du même coup les unes aux autres.

Qu'il s'agisse de l'intégration des familles des travailleurs étrangers ou des citoyens originaires des anciennes colonies, la leçon est toujours la même : il n'y a pas d'intégration sans élargissement de son propre horizon, sans la disponibilité à s'ouvrir à un spectre plus large d'odeurs et d'idées, voire à supporter des dissonances cognitives y compris lorsqu'elles nous paraissent désagréables. A quoi on ajoutera, dans les sociétés sécularisées d'Europe de l'Ouest et du Nord, la rencontre avec la vitalité des religions étrangères, une vitalité qui donne d'ailleurs aussi aux confessions autochtones une résonance nouvelle.

Pour réussir, l'intégration doit être un processus d'apprentissage sur une base réciproque. Chez nous, les musulmans sont soumis à des pressions extrêmes : non seulement ils sont sommés de s'adapter, mais encore de le faire le plus rapidement possible. L'Etat libéral exige de toutes les communautés religieuses sans exception qu'elles reconnaissent tout à la fois le pluralisme religieux comme un fait, la compétence et l'autorité des sciences institutionnalisées pour ce qui touche les savoirs séculiers, et, enfin, les fondements universalistes du droit moderne. Il garantit les droits fondamentaux également au sein de la famille. Il réprime la violence, y compris sous la forme des

contraintes morales auxquelles pourrait être soumis l'un quelconque de ses membres. Mais le changement de conscience nécessaire pour que l'intériorisation de ces normes soit simplement possible exige aussi en contrepartie que simultanément nos formes de vie nationales s'ouvrent par l'autoréflexion.

Dénoncer cela comme une " capitulation de l'Occident ", c'est tomber dans le piège des faucons libéraux et relayer leurs cris de guerre imbéciles. **Le prétendu " fascisme islamique " n'est pas plus un adversaire palpable que la guerre contre le terrorisme n'est une " guerre "**. Chez nous, en Europe, la prévalence des normes constitutionnelles est un préalable si peu contesté au vivre-ensemble que l'appel hysterique à la défense de nos " valeurs " semble n'être pas autre chose qu'un appel sémantique aux armes contre un ennemi intérieur indéfini.

Punir la violence et lutter contre la haine suppose qu'on ait une conscience de soi en paix, non qu'on exacerbe les tensions par des propos outranciers. Nous ne devons pas emboîter le pas de George W. Bush, et, moins qu'en toute autre chose, dans la militarisation de l'esprit occidental.